

# le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

LE 14 MAI 2007 N° 336

PRIX 0,60 Euro



F R A N C E

**APRÈS L'ÉLECTION**

**PRÉSIDENTIELLE**

SOMMAIRE AU VERSO

## S O M M A I R E

é d i t o r i a l

Page 2

Editorial:  
France: Après l'élection présidentielle

F R A N C E**APRÈS L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE**

Page 3

- 1er mai en Côte d'Ivoire  
- Ouest: C'est un far-west (page 4)

Sarkozy, le chef de file de la droite française a été élu président de la république. Il succède donc à Jaques Chirac issu du même parti politique, l'UMP. Depuis plus d'un quart de siècle, la droite et la gauche traditionnelles pratiquent l'alternance. Ces courants politiques pratiquent aussi la cohabitation, c'est-à-dire qu'ils dirigent à tour de rôle le pays avec un président d'une couleur politique et un Premier ministre de l'autre. Cela montre qu'il n'y a pas de grande différence, d'incompatibilité entre les uns et les autres. Dans tous les cas de figure, les intérêts fondamentaux des classes dominantes, des grands groupes capitalistes, continuent d'être préservés.

Page 6

Sénégal  
- Quand Wade demande une trêve sociale de trois ans  
- Les sans papiers expulsés sont moins bien traités que les gazelles (page 7)

Sarkozy n'hésite pas à afficher avec ostentation son goût pour le luxe et ses relations amicales avec les fortunés de ce pays. Dès qu'il a été élu, il a fêté sa victoire dans un endroit huppé, le Fouquet's situé sur les Champs Elysées. Le lendemain, lui et sa petite famille effectuaient un vol en jet privé pour rejoindre un bateau de luxe mis à leur disposition par Vincent Bolloré, un richissime milliardaire qui contrôle d'énormes secteurs économiques aux quatre coins de la planète y compris en Afrique.

Page 9

Mascarade électorale au Mali

La droite sarkozyste annonce avec une certaine arrogance qu'elle effectuera des "réformes pour moderniser le pays". Les mesures qu'elle s'apprête à prendre vont dans le sens souhaité par l'organisation patronale, le Medef. Les patrons n'auront plus à payer de charges sur les heures supplémentaires en même temps qu'ils bénéficieront de multiples facilités pour exiger de ceux qui ont un emploi "de travailler plus" et maintenir au chômage ou dans la précarité les 5 ou 6 millions de personnes qui n'ont pas de travail.

ABONNEMENTFRANCE:

12 numéros : 15 euros  
Le paiement se fait uniquement en espèces ou en timbres-poste courants

autres pays :

Nous consulter

ADRESSE :

Le PAT B.P. 42  
92114 CLICHY Cedex

Dans le secteur public, Sarkozy annonce qu'il ne remplacera qu'un travailleur sur deux qui partiront à la retraite. Cela se traduira par une détérioration des conditions de travail du personnel de santé et par voie de conséquence une

dégradation du traitement des malades dans les hôpitaux. L'Education nationale ne sera pas épargnée par la réduction des effectifs. Les enfants des banlieues qui sont victimes de l'échec scolaire et d'encadrement insuffisant ne verront pas leur situation s'améliorer. Sous prétexte d'instaurer un service minimum dans les transports, Sarkozy veut s'attaquer au droit de grève dans ce secteur avant d'étendre cette attaque dans tout le service public, premier pas vers une restriction plus large de ce droit.

Sous prétexte de "mettre fin à l'assistanat", Sarkozy s'apprête à contraindre les chômeurs, sous peine de radiation, à accepter n'importe quel boulot y compris situé à un lieu géographique éloigné. Dans le même temps il a programmé une réduction de l'impôt sur les bénéfices des sociétés, le plafonnement à 50% de l'impôt sur le revenu des plus riches.

Beaucoup de travailleurs

africains craignent un durcissement de la politique de l'immigration en France, notamment une reprise des expulsions des immigrés sans papiers. D'ailleurs la partie la plus réactionnaire de son électorat, celle provenant du vote Le Pen est favorable au thème de "l'immigration choisie" prôné par Sarkozy et cela ne manquera pas de peser dans la politique qu'il s'apprête à mener une fois au pouvoir.

Les travailleurs français comme immigrés n'ont cependant pas à s'incliner devant Sarkozy. Les principales luttes qui se sont déroulées depuis des dizaines d'années ont eu lieu lorsque la droite était au pouvoir. L'avenir de la société et le progrès social dépendent de la lutte des travailleurs et de leur niveau de conscience. Même si les travailleurs immigrés ne possèdent pas de cartes d'électeurs, ils peuvent jouer un grand rôle dans les luttes auprès de tous leurs frères de classe de ce pays.

## 1<sup>ER</sup> MAI EN CÔTE D'IVOIRE

### **LES TRAVAILLEURS NE POUVAIENT RIEN ATTENDRE DE GBAGBO**

A l'occasion du 1<sup>er</sup> mai dernier, comme de tradition, le président Laurent Gbagbo a reçu quelques représentants du monde du travail. Cette année, plus que la précédente, les travailleurs attendaient beaucoup du discours qui allait être donné.

Chaque jour qui passe rend la situation des travailleurs encore plus précaire. Et cette précarité a atteint un niveau aujourd'hui tel que le travail de l'ouvrier ne le met pas à l'abri de la nécessité. Dans les familles ouvrières même un repas journalier n'est pas toujours garanti. Tous les prix ont flambé sur le marché rendant dérisoires les

salaires qui sont restés inchangés depuis plusieurs décennies. Comme le disait un travailleur, "le panier de la ménagère n'existe plus. Son sachet de marché même est très léger". Dans ces conditions, le niveau de vie des travailleurs s'est sérieusement dégradé. Les études pour les enfants deviennent de jour en jour hypothétiques. En cas de maladie, beaucoup sont réduits à se soigner à l'indigénat ou à recourir aux charlatans et autres pasteurs chrétiens.

C'est pourquoi dans les usines, sur les chantiers, dans les docks et les quartiers populaires on entretenait des illusions sur le discours du président. Pour bon

nombre de travailleurs, vu la gravité de la situation actuelle, Gbagbo ne pouvait que prendre une décision en leur faveur afin de soulager leur difficile condition d'existence.

Mais ce fut le contraire. Sur le relèvement du SMIG où les travailleurs attendaient un petit geste, Gbagbo, n'en a même pas fait cas dans son discours. Il s'est contenté de dire qu'il n'avait pas pouvoir de prendre une telle décision.

Aussi avec les enseignants du supérieur, le président s'est-il montré très dur. Il les a traités de "rêveurs dangereux" parce qu'ils revendiquent un meilleur traitement salarial. Il a dit ne pas être prêt à céder à leurs revendications. A travers ce corps, c'est à tout l'ensemble des travailleurs que Gbagbo adresse un nœud. Et il le dit. "En cédant aux enseignants, j'ouvre la porte aux revendications de tous les autres corps de métier".

Et pourtant quand il s'est agi de demander une nouvelle trêve de 3 ans aux travailleurs, il ne s'est pas du tout gêné. Il ne s'est pas senti mal de vouloir imposer encore 3 ans de privations dans le silence à la classe ouvrière qui déjà se porte très mal. Il a même félicité les dirigeants syndicaux qui l'aident à imposer cette trêve aux travailleurs.

Il s'est aussi félicité pour ce qu'il fait en faveur du monde du

travail. D'après lui, il a pour "devoir de mettre chaque ivoirien en contact avec un emploi". Et c'est ce qu'il prétend en ouvrant quelques chantiers à Yamoussoukro, à l'île Boulay et à Grand-Bassam. Mais comme il le dit lui-même dans son discours : "4 millions d'ivoiriens ont besoin d'un emploi", alors lorsqu'il parle de "création massive d'emplois", ce n'est que pure diversion.

Aujourd'hui, presque tous les travailleurs ont une certaine amertume après le discours de Gbagbo. Certains ont même senti une trahison. Cela est normal puisque beaucoup placent encore en lui beaucoup d'espoir. Mais au-delà du simple discours, c'est la vérité que Gbagbo assène aux travailleurs car on ne peut rien attendre de lui ni de son gouvernement. Tout comme ceux qui ont déjà exercé le pouvoir dans les régimes précédents, ceux d'aujourd'hui sont aussi au service des possédants d'autant plus qu'eux-mêmes sont pressés de s'inscrire à leur nombre. La vitesse à laquelle certains se sont enrichis, en dit long. C'est pourquoi le monde du travail, s'il veut obtenir quelque chose, n'aura qu'à compter sur sa propre force pour affronter le patronat mais aussi tout le gouvernement à son service. C'est seulement à ce prix que les travailleurs auront des améliorations de leurs salaires et de leurs conditions de travail et non suite à un discours fut-il celui du président.

## **CÔTE D'IVOIRE-OUEST UN FAR-WEST !**

La situation sécuritaire est critique dans l'Ouest de la Côte d'Ivoire. Il ne se passe pas de jour sans assassinat malgré la présence militaire dans cette partie du pays. Après le massacre d'une famille et l'enlèvement de deux femmes, il y a trois semaines, ce sont deux

acheteurs de produits qui viennent d'être assassinés le 30 avril à Fengolo.

Cette zone qui est placée sous contrôle gouvernemental après le départ des forces onusiennes, abrite aussi des miliciens. Selon le

quotidien Nord-Sud, ce sont ces milices qui continuent de sévir dans cette zone. Le 1<sup>er</sup> mai dernier, trois autres jeunes ont été tués au cours d'une attaque à la kalachnikov. Face à cette escalade de violence accompagnée parfois de viol, de vol et de meurtre, le gouverneur militaire présent dans cette localité avoue presque son impuissance. Il le dit en ces termes "nulle part au monde, il y a l'insécurité zéro. On ne peut pas mettre un militaire à chaque coin. On fait avec ce qu'on a et nous faisons ce que nous pouvons". Sauf que ces miliciens appelés "coupeurs de route" ne sont pas inquiétés par la présence du gouverneur militaire et ses éléments. D'ailleurs selon d'autres témoignages, ils opèrent souvent avec la complicité de certains éléments des Fanci présents

sur le terrain.

Cette situation a des conséquences graves sur la vie économique des populations de cette localité. Il leur est difficile de se rendre au champ et de vaquer à leurs occupations quotidiennes. La plupart des gens sont obligés de se déplacer en groupes pour ne pas se faire assassiner en étant seul. Les populations sont inquiètes. Chaque jour quand elles se déplacent c'est avec la peur au ventre. Face à cette situation dramatique, le gouvernement ne fait que tenir des discours creux sur le désarmement des milices qui d'ailleurs profèrent des menaces à l'endroit de leurs maîtres. En attendant, les principales victimes, ce sont les populations qui sont abandonnées aux mains ces hommes en armes.

### CÔTE D'IVOIRE

## **CENT SOIXANTE-DOUZE ENFANTS MEURENT PAR JOUR DU PALUDISME**

Dans un numéro du quotidien Fraternité Matin, les responsables en charge du ministère de la Santé indiquent que le paludisme tue 172 enfants par jour en Côte d'Ivoire. Il y en a peut-être plus.

Ces enfants sont pour la majorité issus de familles pauvres. A dire vrai, ce n'est pas seulement le paludisme qui les tue. Ils sont mal nourris. Leur organisme n'est pas assez fort pour résister aux maladies comme le paludisme. C'est la pauvreté qui les tue. Leurs parents n'ont pas les moyens de les faire soigner convenablement. Aujourd'hui faute de moyens, la plupart des personnes qui ont la chance de travailler, préfèrent se soigner par ce qu'on appelle dans les quartiers populaires « pharmacie par terre » c'est-à-dire acheter des médicaments exposés dans la chaleur au bord de la route dans des conditions qui souvent provoquent

d'autres maladies chez celui qui les consomme. Ceux dont la situation économique s'est davantage dégradée préfèrent s'aventurer chez les personnes qui vendent les plantes dans les marchés pour se faire soigner. Ces populations n'ont souvent pas le choix du fait de la précarité dans laquelle elles vivent.

Cette situation révoltante est malheureusement le quotidien de la plupart des travailleurs qui pourtant, par leur travail, créent les richesses de ce pays. Les moyens pour sauver ces enfants existe. Mais dans la société capitaliste, la vie des humains qui ne sont pas solvables importe peu. Sinon, il existe des précautions de prévention, de propreté, d'hygiène et de protection consistant à dormir sous des moustiquaires imprégnées pour éviter cette maladie. Mais dans les quartiers populaires tout cela

est hors de portée des maigres ressources des parents. Il existe aussi des médicaments qui, même s'ils ne sont souvent pas efficaces à 100%, permettent de résister. En

plus, cette maladie n'est plus un mystère pour la médecine moderne. Donc il n'y a pas de raison qu'elle emporte 172 enfants par jour dans ce pays.

## SÉNÉGAL

### **QUAND WADE DEMANDE UNE TRÊVE SOCIALE DE TROIS ANS**

Après les traditionnels défilés du premier mai organisés par les centrales syndicales, le président Wade a reçu en audience la plupart des dirigeants syndicaux, histoire de faire semblant d'écouter les "doléances" des salariés du secteur privé comme du public. Mais en guise de réponse à ceux qui ont défilé ce jour-là pour demander des augmentations de salaire, des améliorations de leurs conditions d'existence, la diminution des prix des denrées de première nécessité, etc. la seule chose que Wade a trouvé à leur dire c'est d'observer une "trêve de trois ans pendant laquelle on ne verra aucun mouvement de grève" dans le pays.

Nous ne savons pas ce que lui ont répondu ces dirigeants syndicaux qui, à l'occasion de ces cérémonies d'audience, perçoivent des subventions des mains du chef de l'Etat. Ce qui est sûr en revanche c'est que les travailleurs qui étaient déjà en lutte durant cette période n'ont pas du tout baissé les bras. C'est le cas par exemple des agents de la société de ramassage des ordures de la capitale, Ama/Sénégal. Tout le monde a remarqué (la presse elle-même était obligée de le relater) que le jour du premier mai, les rues de la capitale étaient particulièrement sales du fait de la grève d'une partie de ses employés. Le travail a repris après trois jours mais le mécontentement est loin d'être tombé puisque le 8 mai encore, ils étaient plusieurs centaines à manifester devant le siège d'un journal à

Dakar. Ils scandaient des slogans hostiles au ministre de l'Environnement, leur ministère de tutelle. Ils réclament le paiement de neuf mois d'arriérés de salaire et la réintégration de 320 agents licenciés.

La société Ama/Sénégal avait été créée à la suite de la privatisation du service de nettoyage de la capitale. Elle employait 1800 agents. Cette privatisation n'a apporté rien de positif quant à la propreté de la capitale. Les rues étaient toujours aussi sales et apparemment, l'Etat voulait offrir le gâteau à un autre. C'est ainsi qu'en juillet 2006 l'Etat rompt le contrat avec Ama/Sénégal pour le céder à la société française Véolia. Le ministre de l'Environnement aurait effectué un audit avant cette rétrocession et d'un trait de plume les 1800 agents de l'ancienne société sont devenus 1500. Les autres sont considérés comme du "personnel fictif". Il s'agit notamment de chauffeurs, mécaniciens, électriciens, soudeurs, gardiens et agents administratifs. C'est donc pour obtenir le paiement de leur salaire depuis juillet 2006 ainsi que leur intégration dans la nouvelle société de nettoyage que ces travailleurs luttent. Il est question que les représentants de ces travailleurs regroupés dans le Syndicat national des agents de la propreté du Sénégal (Synaps) seront "prochainement" reçus en audience par Wade. Que leur dira-t-il? De faire "une trêve de trois ans"?

SÉNÉGAL**LE GOUVERNEMENT FAIT LA SOURDE OREILLE  
FACE AU MÉCONTENTEMENT DES ENSEIGNANTS**

Après une journée de débrayage le 8 mai suivi d'un mouvement de grève de trois jours (du 9 au 11 mai), l'Intersyndicale des enseignants envisage d'organiser "une marche nationale" le 15 mai prochain.

inspecteurs de l'enseignement. Les dirigeants syndicaux ont également rappelé le non-respect des accords de 2003 et 2006. Rappelons que les employés des hôpitaux publics sont confrontés à la même arrogance et aux promesses non tenues.

Quelques jours avant le nouveau déclenchement de leur mouvement, les responsables de l'Intersyndicale tenaient une conférence de presse pour expliquer leur mécontentement. Depuis le début de cette année ils demandent au gouvernement la généralisation à tous les enseignants des indemnités de recherche et de documentation. Leurs bas salaires ne leur permettent pas de payer de leurs propres poches les frais de recherche et de documentation utile à leur métier d'enseignants. Les négociations avec le ministre de l'Enseignement n'ont abouti à rien. Bien au contraire, sous prétexte d'être juste avec tout le monde, celui-ci avait même fini par supprimer cette indemnité dont bénéficiaient jusqu'ici les

Les salaires bloqués, les conditions de travail qui se dégradent d'année en année alors que le coût de la vie augmente sans arrêt, touchent tous les travailleurs. C'est à ces gens-là qui ont du mal à joindre les deux bouts que le gouvernement demande de se serrer encore la ceinture alors qu'il s'approprierait à offrir au chef de l'Etat un nouvel avion présidentiel. Il est aussi question de restaurer le sénat alors qu'il avait été supprimé en 2000 par Wade lui-même pour faire soi-disant des économies. Ainsi il y aurait de l'argent pour créer des postes de sinécures à des politiciens et pas assez pour augmenter le pouvoir d'achat des petits employés de l'Etat.

**LES SANS PAPIERS EXPULSÉS SONT  
MOINS BIEN TRAITÉS QUE LES GAZELLES**

Le gouvernement espagnol a offert au Sénégal une vingtaine de gazelles de l'espèce dite Dorcas afin de peupler une réserve de faune sauvage située près de la ville de Saint-Louis. Un avion de l'armée espagnole a été affrété spécialement pour transporter ces animaux. Ce fait a lieu en même temps que les

avions espagnols font régulièrement la navette entre les Iles Canaries et Saint-Louis pour expulser les émigrés sénégalais clandestins jugés indésirables en Espagne. Il y a comme une indécence à voir les gazelles mieux traitées que les humains.

## SÉNÉGAL

### LE RENFORCEMENT DES CONTRÔLES LE LONG DES CÔTES NE MET PAS FIN À L'EMIGRATION CLANDESTINE

Le renforcement des contrôles policiers effectués au large des



Des candidats à l'immigration  
arrivant dans un port  
aux Canaries

côtes sénégalaises conjointement par l'armée espagnole et les autorités sénégalaises n'a pas du tout mis fin à l'émigration clandestine des ressortissants africains en direction des îles Canaries. Le nombre de morts suite aux naufrages des embarcations de fortune continue de s'agrandir tandis que les avions transportant les candidats expulsés vers la ville de Saint-Louis ne désemplissent pas.

Mais du fait qu'il est devenu plus difficile de partir du Sénégal

ou de la Mauritanie, les candidats à l'émigration prennent toujours plus de risques en rallongeant leur trajet. Ils partent maintenant de plus loin pour échapper à la vigilance des gardes côtes. C'est ainsi que par exemple une embarcation s'appêtant à transporter 140 Africains de plusieurs nationalités à partir de la Guinée-Bissau a été interceptée alors qu'elle n'avait même pas eu le temps de prendre la mer. La plupart de ces personnes ont été arrêtées et détenues dans un camp militaire. Ce fait s'est produit le 30 avril dernier. Mais dix jours après on apprend par un journal sénégalais que 50 Sénégalais sont toujours détenus dans ce camp en Guinée-Bissau. Les autorités sénégalaises ne sont surtout pas pressées de les faire sortir de là. Elles veulent montrer ainsi à l'Espagne et à l'ensemble des pays européens concernés par l'émigration clandestine qu'ils peuvent compter sur elles pour lutter contre ce type d'émigration et qu'en prolongeant le séjour en prison, elles vont dissuader d'éventuels candidats. Elles attendent en échange de leur collaboration quelques pièces sonnantes et trébuchantes.

## TCHAD

### GRÈVE DANS LA FONCTION PUBLIQUE

Une grève de deux semaines a été déclenchée en début de ce mois de mai dans la fonction publique à l'initiative de l'UST (Union des syndicats du Tchad) pour une augmentation des salaires, des retraites et des allocations

familiales. A ce propos, une négociation entre le gouvernement et l'UST a eu lieu mais elle traînait en longueur car on propose une augmentation dérisoire.

Ce que gagnent les petits



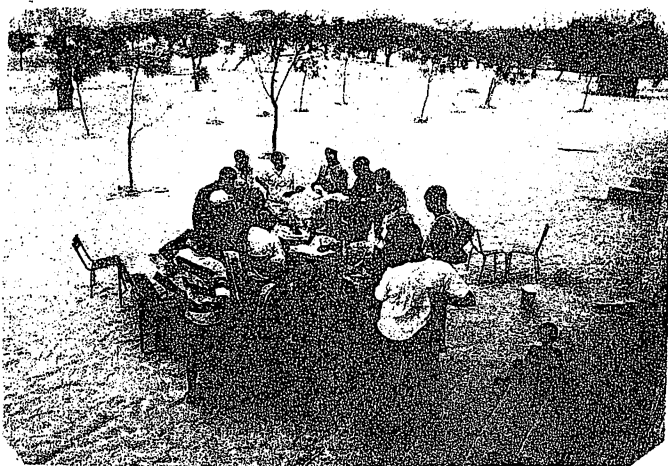
fonctionnaires, aux environs de 25.000 francs CFA, ne suffit plus depuis un certain temps à faire vivre leur famille. Ils sont obligés d'aller frapper à la porte des commerçants pour négocier un crédit en nature (huile, mil, riz, etc.) afin de tenir jusqu'à la fin de chaque mois. Car la vie devient de plus en plus chère, surtout dans la capitale Ndjaména. Le sac de mil par exemple coûte plus de 15.000 francs CFA, le même sac de riz plus de 20.000. La plupart des ménagères sont donc obligées de se contenter

des achats au détail, ce qui revient encore plus cher. Dans le privé, la situation est encore plus dramatique. Le salaire de base est environ de 15.000 francs CFA. Eux aussi auraient bien besoin d'une augmentation de leurs salaires. S'ils arrivent à tenir tant bien que mal, c'est grâce au petit commerce tenu par leurs femmes.

Alors les travailleurs de la fonction publique ont raison de faire grève. C'est ce moyen que comprennent nos gouvernants.

## MASCARADE ELECTORALE AU MALI

Au cours de l'élection présidentielle du 29 avril dernier au Mali, le président sortant Amadou



Dépouillement de bulletins de vote dans un village

Toumani Touré est sorti gagnant. Avec 68,31% des votants il l'a remporté face à sept concurrents dont le plus important était Ibrahim Boubacar Keita. Avant même que les résultats officiels soient annoncés, il a déclaré qu'il était vainqueur. Il faut dire qu'il était sûr de son coup. Le scrutin n'était que pure formalité, une simple mascarade pour dire qu'il est là parce qu'il a été «élu».

En fait, c'est quelque chose de facile pour lui. Il a entre les mains tout l'appareil d'Etat. Son

administration contrôle tout ce qui concerne les élections. Les préfets, les chefs d'arrondissements sont sous ses ordres. Ils peuvent trafiquer les urnes sans être inquiétés. C'est une situation très fréquente dans les pays d'Afrique. Une fois qu'un homme politique est au pouvoir dans le pays, il lui est très facile d'utiliser l'appareil d'Etat pour se maintenir au pouvoir.

Au Mali, lorsque ATT s'est présenté à l'élection présidentielle, il s'est arrangé pour mettre derrière sa candidature la majorité des partis de l'opposition. Au cours de son dernier mandat il a choyé l'opposition en l'intégrant dans son appareil d'Etat.

Certes, une autre partie de l'opposition s'est quand même engagée dans la lutte électorale. Il faut croire qu'ils n'ont pas été à la hauteur de leur ambition. Il n'y a qu'Ibrahima Boubacar Kéita qui a eu le meilleur score avec un peu plus de 18%.

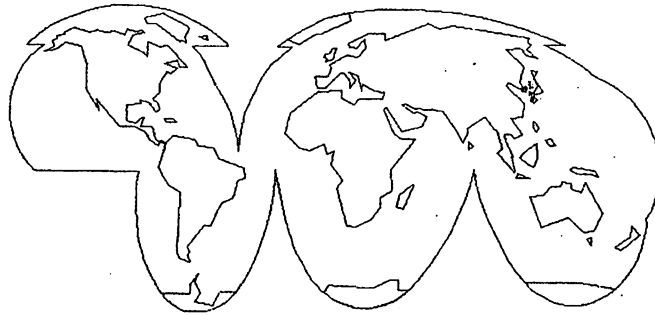
Une chose est sûre, c'est que par les élections les travailleurs du Mali comme ceux d'ailleurs ne pourront jamais voir leur situation changer. Ils n'ont pas d'autres solutions que de s'engager dans la voie de la lutte pour l'amélioration de leur situation.

M A L I**IL Y A DE L'ARGENT A GAGNER  
MAIS PAS POUR LES TRAVAILLEURS**

Le ministère malien de l'Industrie et du Commerce est fier d'annoncer que le chiffre d'affaires global des entreprises installées au Mali est en nette augmentation. Entre 2003 et 2005 ce chiffre serait passé de 756 milliards de Francs Cfa à 897 milliards, soit près de 20% d'augmentation. Quelle est la part des profits dans ces chiffres? Le ministre le sait-il? Ce qui est sûr c'est que ces entreprises, notamment celles qui travaillent

dans le textile ou dans l'extraction de l'or, entre autres, font beaucoup d'argent. Quant aux bas salaires et aux mauvaises conditions de travail qui sont de règle dans ces entreprises, le ministre les a complètement "oubliés" dans son rapport envoyé à la presse. Mais il ne faut pas s'en étonner. Cela ne fait pas partie de ses préoccupations. Lui en tout cas n'a pas trop l'air de se plaindre de son salaire!

-----

**TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS****UNISSONS-NOUS !**

## CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.